

# NOUVEL HAY MAGAZINE

## SANS FRONTIÈRES

## OTC

. L'Humanité

22/01/2021

<https://www.humanite.fr/leditorial-de-simon-abkarian--redacteur-en-chef-dun-jour-de-lhumanite-ma-mere-le-theatre-lartsakh-et>



21 janvier 2021, Simon Abkarian rédacteur en chef d'un jour du journal l'Humanité. @Julien Jaulin/hanlucas

## **L'éditorial de Simon Abkarian, rédacteur en chef d'un jour de l'Humanité. «Ma mère, le théâtre, l'Artsakh et moi»**

**Je pourrais parler, puisque je suis arménien, de cette fin de guerre dans le sud du Caucase**, où les dictateurs multimillionnaires Erdogan, Aliyev ont fait main basse sur l'Artsakh et orchestré une guerre de 44 jours, suivie d'un nettoyage ethnique aux dépens de sa population arménienne. Ils célébrèrent leur victoire commune en grande pompe, faisant défiler, façon Moyen Âge (il ne manquait plus que les esclaves enchaînés), le matériel arménien détruit au cours de ce conflit. La victoire fut possible non pas par cette seule coalition turco-azérie suréquipée, où les mercenaires djihadistes syriens payés 2 000 euros prenaient leur part de sang avec, en prime, 100 dollars par tête d'Arménien coupée, mais aussi par le silence « pragmatique » des démocraties occidentales, gardiennes des valeurs humanistes... et économiques.

**Je pourrais dire aussi les prisonniers de guerre, civils et militaires arméniens que le régime de Bakou**, en dépit des lois internationales, refuse toujours de rendre à leurs familles ; raconter comment le patrimoine culturel de l'Artsakh, deux fois millénaire, va disparaître sous les bulldozers azéris. Comme ça a été le cas dans le Nakhitchevan, jadis arménien. Mais peut-être que, cette fois, M. Le Drian bravera l'enclos de la neutralité où il fait si bon vivre et veillera à ce que les prisonniers de guerre reviennent sains et saufs chez eux et que ces trésors architecturaux, qui sont le bien de l'humanité tout entière, ne soient réduits à l'état de gravats par ses « amis », comme il dit, de longue date.

**Je pourrais parler aussi, puisque je suis acteur, de la crise qui frappe le monde de la culture** ; dire les salles et les compagnies de théâtre et de danse, grandes et petites, les orchestres de toute sorte qui risquent de disparaître définitivement, sans parler des restaurants de nuit et de tous les métiers qui les peuplent. Je pourrais prévenir encore que le public souffre de ne plus se retrouver au théâtre, puis au café du coin afin de débattre autour d'un verre en refaisant le monde. Je pourrais ressasser le merveilleux mystère d'une salle de spectacle où s'enferment les gens dans le noir afin que la lumière soit ; rappeler les ténèbres éclairantes où le temps s'arrête afin de reprendre son souffle dans les regards en quête de beau ; rappeler comment, en l'espace d'une pièce, d'un concert ou d'un film, l'innocente joie côtoie et apaise le démon du quotidien. Je pourrais redire pourquoi la nourriture de l'esprit n'est pas moins essentielle que celle du corps. Oui, je pourrais parler de tout cela.

**Mais je suis un fils aussi, et je voudrais parler de ma mère, mon héroïne de l'ombre.** Elle s'appelle Sima, elle a bientôt 84 ans. Elle vient de perdre son chat. Elle est triste. Avant-hier, je passe chez elle et la trouve en larmes.

- Maman pourquoi tu pleures ?
- C'est rien.
- Maman, ça fait quinze jours que ton chat est mort.
- C'est pas pour lui que je pleure.
- Pourquoi alors ?
- J'attends d'être vaccinée.
- Et alors ?

- Et alors, merde !
- Ça va passer, maman...
- Ça va passer, oui, et moi, j'vais passer avec.

Voilà Sima, ma mère attend. Que veut-elle, cette mère, au-delà de cette vaccination qui tarde tant ? C'est revenir au théâtre, aller au restaurant, sans inquiétude serrer contre son cœur ses petits-enfants, flâner comme elle le peut encore sur ses béquilles, prendre son café en terrasse, reprendre le cours de sa vie.

---

## **2. L'Humanité**

**22/01/2021**

<https://www.humanite.fr/le-redacteur-en-chef-dun-jour-erdogan-lhomme-aux-deux-visages-699111>

## **Le rédacteur en chef d'un jour. Erdogan, l'homme aux deux visages**

Vendredi 22 Janvier 2021

Simon Abkarian Comédien, auteur, metteur en scène

L'Europe tombera-t-elle dans le piège tendu par Erdogan ? La guerre, s'il est réélu en 2022, est une option à ne pas sous-estimer. Comme on dit chez nous, « la langue n'a pas d'os ». Le mensonge d'État est un atout majeur de la diplomatie turque. Le silence de l'Europe pendant la guerre de l'Artsakh lui donne des ailes et le pousse à récidiver. Il lui faudra trouver la fenêtre pour le faire et si elle s'ouvre, il passera à l'acte en Grèce. Le concept de la patrie bleue est tenace dans les cercles militaires turcs. N'oublions pas que la Turquie moderne s'est construite sur la violation d'un traité, celui de Sèvres, et qu'il s'est constitué sur les génocides des Grecs, des Assyro- Chaldéens et celui des Arméniens. Génocides qui à ce jour sont encore niés par tous les gouvernements turcs confondus. Ce négationnisme assumé n'est manifestement pas un obstacle quant à ses ambitions régionales. Il lui reste à résoudre la question kurde. Mais comment faire disparaître 15 millions d'individus sans laisser de traces ? L'histoire nous le dira, ou pas. Le seul moyen de masquer un meurtre de masse c'est la guerre.

---

### 3. L'Humanité

22/01/2021

<https://www.humanite.fr/turquie-malgre-les-tensions-leurope-ne-peut-decidement--rien-refuser-ankara-699109>



Le ministre turc des affaires étrangères Mevlut Cavusoglu et le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell font une déclaration commune à Bruxelles, Belgique, le 21 janvier 2021. REUTERS/STEPHANIE LECOCQ

# **Turquie. Malgré les tensions, l'Europe ne peut décidément rien refuser à Ankara...**

[Pierre Barbancey](#)

Le chef de la diplomatie turque est à Bruxelles pour normaliser les relations avec l'Europe. Le dossier des « réfugiés » ouvre toutes les portes.



L'Élysée s'en serait sans doute bien passé mais l'aubaine était trop belle pour la [Turquie](#). La tension entre Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdogan, après qu'ils se soient traités de tous les noms d'oiseaux au cours de l'année 2020, avec un pic durant l'été, est retombée comme un soufflé. Le président turc a envoyé ses vœux à son homologue français, qui aurait sauté sur l'occasion pour reprendre les relations. Macron aurait même envoyé un « *cher Tayyip* » en turc dans « *une lettre très positive* » où il dit « *vouloir s'entretenir avec notre président* », a révélé le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu.

## **Peu importe...**

Le signal donné par le président français est clair et reçu comme il se doit par la Turquie : Bruxelles a besoin d'Ankara. Peu importe l'invasion du nord de la Syrie et l'installation de milices islamistes, peu importe la répression contre les Kurdes en Syrie, en Turquie et en Irak, peu importe la violation de l'embargo sur les armes en Libye, peu importe les forages en Méditerranée orientale et les tensions avec la Grèce et Chypre ou encore les dangereux incidents avec la flotte

française. Et peu importe l'aide en armements et en troupes (encore des supplétifs islamistes venus de Syrie) apportée à l'Azerbaïdjan contre l'Arménie et la République d'Artsakh, au Haut-Karabakh.

## **Une arme diplomatique redoutable**

Ce jeudi, Mevlüt Cavusoglu était à Bruxelles pour y rencontrer le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, et vendredi le président du Conseil européen, Charles Michel, et le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. La Turquie veut discuter du renouvellement du pacte migratoire conclu avec l'Union européenne. Une arme diplomatique redoutable puisque Ankara retient sur son sol près de 4 millions de réfugiés dont une hypothétique déferlante hante les nuits des dirigeants européens. Et les appointements du gardien turc sont élevés. De même, l'Otan ne saurait perdre ce membre VIP alors que la Russie et la Chine sonnent à la porte. Le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, peut bien dire que « *personne n'a l'intention de passer l'éponge* », c'est pourtant bien ce qui semble se passer. P. B.

---

### **4. Les Nouvelles d'Arménie**

**22/01/2021**

## **Le Parlement européen condamne le rôle déstabilisateur de la Turquie dans le Haut-Karabakh**



Le Parlement européen a adopté jeudi 21 janvier 2021 des résolutions sur la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune – rapport annuel 2020 et sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune – rapport annuel 2020.

L'article 24 de la résolution dit que le Parlement européen « prend bonne note de l'accord en faveur d'un cessez-le-feu complet au Haut-Karabakh et aux alentours signé par l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie le 9 novembre 2020 ; espère que cet accord permettra d'épargner la vie de civils et de militaires et offrira des perspectives plus positives de résolution pacifique de ce conflit meurtrier ; regrette que le statu quo ait été modifié en recourant à la force militaire plutôt qu'à des négociations pacifiques ; condamne fermement le meurtre de civils et la destruction d'installations civiles et de lieux de culte et condamne l'utilisation rapportée d'armes à sous-munitions dans le conflit ; exhorte l'Arménie et

l'Azerbaïdjan à ratifier sans plus attendre la convention sur les armes à sous-munitions, qui interdit complètement leur utilisation ; souligne qu'un accord durable doit encore être trouvé et que le processus de rétablissement de la paix et de détermination du statut juridique futur de la région doit être dirigé par les coprésidents du groupe de Minsk et reposer sur les principes fondamentaux du groupe ; souligne l'urgence de s'assurer que l'aide humanitaire arrive jusqu'aux personnes qui en ont besoin, que la sécurité de la population arménienne et de son patrimoine culturel au Haut-Karabakh est garantie, et que les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les réfugiés sont autorisés à regagner leurs anciens lieux de résidence ; demande que toutes les allégations de crimes de guerre fassent dûment l'objet d'une enquête et que les responsables soient traduits en justice ; invite l'Union à s'impliquer davantage dans la résolution du conflit et à ne pas laisser le sort de la région entre les mains d'autres puissances ».

Dans l'article 38 le Parlement européen « condamne fermement le rôle déstabilisateur de la Turquie, qui nuit à la stabilité fragile de toute la région du Caucase du Sud ; demande à la Turquie de s'abstenir de toute ingérence dans le conflit du Haut-Karabakh, notamment en apportant un soutien militaire à l'Azerbaïdjan, de renoncer à ses actions de déstabilisation et de promouvoir activement la paix ; condamne en outre le transfert par la Turquie de combattants terroristes étrangers de Syrie et d'ailleurs vers le Haut-Karabakh, tel que confirmé par des acteurs internationaux, y compris les pays coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE ; déplore sa volonté de déstabiliser le groupe de Minsk de l'OSCE alors qu'il poursuit l'ambition de jouer un rôle plus décisif dans le conflit ».

Dans la résolution sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune, le Parlement européen dans son article 13 « se réjouit de la cessation des hostilités dans et autour de la région du Haut-Karabakh ; souligne avec inquiétude la participation militaire de pays tiers au conflit et notamment le rôle déstabilisateur et l'ingérence de la Turquie ; demande une enquête internationale sur la présence présumée de combattants étrangers et l'utilisation d'armes à sous-munitions et de bombes au phosphore ; invite l'Union et les organismes internationaux à veiller à ce que les crimes de guerre dans la région du Haut-Karabakh et l'utilisation d'armes interdites dans le conflit ne demeurent pas impunis ; insiste sur la nécessité de permettre le passage de l'aide humanitaire, de procéder sans délai à l'échange de prisonniers et de victimes et de préserver l'héritage culturel du Haut-Karabakh ».

Dans les résolutions sur la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, le Parlement européen reconnaît que la stabilité, la sécurité, la paix et la prospérité des Balkans occidentaux et des pays du voisinage oriental et méridional affectent directement la stabilité et la sécurité de l'Union et celles de ses membres États, ainsi que sa réputation d'acteur géopolitique mondial ; souligne le fait que l'Union européenne est le principal partenaire commercial et investisseur des pays des Balkans occidentaux et du partenariat oriental ; demande à l'Union d'assumer sa responsabilité stratégique dans le voisinage de l'UE et de jouer un rôle plus opportun, actif, unifié et efficace dans la médiation et la résolution pacifique des tensions et conflits en cours, ainsi que dans la prévention de tout conflit futur dans le voisinage ; estime que cela peut être atteint en donnant la priorité aux efforts de consolidation de la paix préventive, y compris la diplomatie préventive et les mécanismes d'alerte rapide, en renforçant la coopération bilatérale et en soutenant les forces démocratiques et l'état de droit, en créant des incitations positives pour la stabilisation socio-économique et le développement , et en renforçant la résilience des sociétés, appuyée par des ressources budgétaires adéquates ; réaffirme son ferme soutien au format Normandie, à la conférence de Berlin sur la Libye et au groupe de Minsk.

par [Stéphane](#) le vendredi 22 janvier 2021

---

## **5. Le Figaro**

**21/01/2021**

<https://www.lefigaro.fr/international/turquie-les-europeens-prets-a-la-normalisation-pas-a-passer-l-eponge-20210121>

## **Turquie: les Européens prêts à la normalisation, pas à «passer l'éponge»**

En mission diplomatique dans l'Union européenne à partir de jeudi, la diplomatie

turque espère apaiser les relations devenues houleuses avec les Vingt-Sept.

Échaudés par les revirements du président turc Recep Tayyip Erdogan, les Européens vont poser leurs conditions jeudi 21 janvier à son émissaire Mevlüt Cavusoglu pour une normalisation des relations avec la Turquie et lui signifier leur refus de passer l'éponge sur les actions «*agressives*» d'Ankara. Le ministre des Affaires étrangères turc rencontrera jeudi après-midi à Bruxelles le chef de la diplomatie européenne, l'Espagnol Josep Borrell. Il sera reçu vendredi par le président du Conseil européen, le Belge Charles Michel et par le secrétaire général de l'Otan, le Norvégien Jens Stoltenberg.

Les Européens ont pris note de la volonté du président turc d'apaiser les relations devenues houleuses avec l'UE. Mais ils se méfient des «*déclarations d'intentions*» et veulent «*des faits et des actions concrètes*», a déclaré lundi Peter Stano, le porte-parole de Josep Borrell. «*Nous espérons tous que les mots du président turc soient rapidement transformés en actes concrets et durables qui prouvent sa réelle bonne volonté vis-à-vis de l'UE*», a déclaré à l'AFP le chef de la diplomatie du Luxembourg Jean Asselborn. Mais «*personne n'a l'intention de passer l'éponge*», a-t-il averti. «*L'UE reste déterminée à défendre ses intérêts et ceux de ses États membres ainsi qu'à préserver la stabilité régionale*», a-t-il assuré.

Les sujets de tensions sont nombreux: contentieux avec la Grèce et Chypre, implication d'Ankara dans les conflits en Syrie, en Libye et au Nagorny Karabakh, brouille avec Paris, violations de l'embargo de l'ONU en Libye sur les armes, actions militaires agressives en Méditerranée orientale. Les dirigeants européens ont tendu la main au président Erdogan en juillet 2020, mais il l'a rejetée. Ils ont décidé en décembre de sanctionner Ankara pour la poursuite de ses forages gaziers unilatéraux dans la zone économique exclusive de Chypre.

### **«La baraque s'écroule»**

Les Européens vont ajouter de nouveaux noms à une liste ouverte en novembre 2019 sur laquelle figurent déjà deux dirigeants de la Turkish Petroleum Corporation (TPAO), interdits de visas et dont les avoirs dans l'UE ont été gelés. «*Les travaux sur la liste sont en cours. Ils sont complexes et il est trop tôt pour se prononcer sur leur résultat, ni sur le moment exact de leur aboutissement*», a expliqué Jean Asselborn. Un accord pourrait toutefois être donné sur plusieurs noms lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères le 25 janvier, a indiqué un diplomate européen.

Ankara a deux mois pour convaincre l'Union. Josep Borrell doit présenter un rapport sur les relations politiques, économiques et commerciales entre l'UE et la Turquie et proposer des options aux dirigeants européens pour leur sommet en mars. Les Européens ne font pas confiance au président turc qui a soufflé le chaud et le froid au cours des derniers mois. *«Beaucoup reste à faire pour ouvrir un dialogue sincère avec la Turquie»*, reconnaît Josep Borrell.

Mais le vent a tourné pour le président Erdogan avec la perte du soutien des États-Unis et l'arrivée au pouvoir de Joe Biden. En outre, les *«énormes problèmes économiques»* de la Turquie ne lui permettent pas de couper les liens avec l'Europe, son premier partenaire commercial. *«La baraque s'écroule et il est en train de perdre la classe moyenne»*, explique un responsable européen. *«Les Turcs montrent patte blanche»*, ironise un diplomate de haut rang. *«Mais les Européens attendent de voir si cette attitude est sincère et durable. Les précédents épisodes les ont affranchis»*, a-t-il ajouté.

L'Allemagne, première puissance économique de l'UE, mise sur l'apaisement. Son ministre des Affaires étrangères Heiko Maas s'est rendu lundi à Ankara pour saluer les *«signaux positifs»* adressés par le président turc et *«accompagner»* ses initiatives. *«Avec certains États, la gifle fonctionne. Avec la Turquie, elle ne fonctionne pas»*, remarque l'Italienne Nathalie Tocci, directrice de l'Istituto Affari Internazionali et conseillère de Josep Borrell. *«Nous espérons une détente durable dans nos relations avec la Turquie de manière à rendre caduque une nouvelle extension des sanctions en mars»*, confie Jean Asselborn. *«Mais il est nécessaire de s'assurer qu'on est prêt, si jamais on ne laisse pas d'autre choix à l'UE»*, a-t-il averti.

---

## **6. Capital**

**22/01/2021**

<https://www.capital.fr/economie-politique/face-aux-sanctions-la-turquie-lance-un-avertissement-a-lue-1391681>

## Face aux sanctions, la Turquie lance un avertissement à l'UE

**"Aucun résultat ne pourra être atteint avec le langage des sanctions", avertit le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu.**

Ankara va-t-elle réussir à désamorcer les tensions avec l'Union européenne ? Dépêché à Bruxelles pour tenter de parvenir à l'apaisement, le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu a averti qu'"aucun résultat" ne pourrait "être atteint avec le langage des sanctions". Des sanctions décidées en décembre dernier par l'Union européenne, [après les multiples provocations d'Erdogan](#) en 2020. L'émissaire turc a remis aux présidents des institutions européennes une invitation du président Recep Tayyip Erdogan à se rendre en [Turquie](#) et a énoncé les demandes d'Ankara pour une normalisation des relations avec l'UE.

Mevlüt Cavusoglu a exposé la position de la Turquie et adressé ses mises en garde au chef de la diplomatie européenne Josep Borrell, à la présidente de la Commission Ursula von der Leyen et à Charles Michel. Il a également été reçu par le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, qui a encouragé Ankara à régler ses contentieux avec la Grèce. Ses interlocuteurs européens ont salué la volonté d'apaisement affichée par le président turc. "Le dialogue est essentiel, mais nous attendons des gestes crédibles", a insisté Mme von der Leyen.

Les Européens ont conseillé à la [Turquie](#) de "s'abstenir de toute activité susceptible d'alimenter les tensions" et ont rappelé aux dirigeants turcs qu'ils prendront leur décision lors d'un sommet européen en mars sur la base d'une évaluation du comportement de la Turquie, a indiqué un fonctionnaire européen. "Nous voulons voir si l'engagement de la Turquie est durable ou seulement temporaire", a expliqué un diplomate européen. Les relations entre l'Union européenne et la Turquie seront discutées lundi par les ministres des Affaires étrangères de l'UE. "Il n'est pas question de passer l'éponge" sur les actions qui ont généré des tensions, a assuré à l'AFP le chef de la diplomatie du Luxembourg Jean Asselborn. Cette position a été confirmée par plusieurs autres délégations.



Après le rejet par Ankara de la main tendue en juillet, les dirigeants européens ont décidé lors de leur sommet en décembre de sanctionner la poursuite des forages gaziers menés unilatéralement par [la Turquie](#) dans la zone économique exclusive de Chypre. "Les travaux sur ces sanctions sont en cours", ont confirmé vendredi plusieurs sources diplomatiques.

Un accord pourrait être annoncé lundi sur plusieurs noms de personnes ou d'entreprises impliquées dans ces activités de forage, à ajouter à une liste ouverte en novembre 2019 sur laquelle figurent déjà deux dirigeants de la Turkish Petroleum Corporation (TPAO), interdits de visas et dont les avoirs dans l'UE ont été gelés, a indiqué à l'AFP un diplomate européen. Mais les sanctions ne seront effectives que le jour de leur publication au Journal Officiel de l'UE.

---

## **7. Les Nouvelles d'Arménie**

**22/01/2021**

[http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id\\_article=75079](http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=75079)

**L'opposition parlementaire arménienne persiste dans son rejet de Pachinian**



Sourds aux menaces de Nikol Pachinian, qui venait de déclarer qu'il pourrait revenir sur son offre d'organiser des législatives anticipées si l'opposition persistait à réclamer sa démission, les deux partis de l'opposition au Parlement arménien, Arménie prospère (BHK) et Arménie lumineuse (LHK) ont fait savoir jeudi 21 janvier qu'ils campaient sur leurs positions et persistaient dans leur exigence d'un départ du premier ministre et de son remplacement par un gouvernement intérimaire, seul habilité, selon l'opposition, d'accord sur ce point, à organiser un scrutin libre et honnête. Autrement dit, si les deux seuls partis d'opposition représentés au Parlement ne partagent pas toutes les positions des partis d'opposition réunis au sein d'un Mouvement de salut national, singulièrement le LHK, qui ne s'y est pas rallié, ils sont néanmoins d'accord pour rejeter le compromis avancé par N.Pachinian, qui s'était dit prêt, au début du mois, à envisager la tenue de législatives anticipées. "Nous n'avons pas changé notre position selon laquelle la démission [de Pachinian] doit avoir lieu sans préconditions", a ainsi déclaré Mikael Melkumian du BHK. "Le Parlement doit

avoir une chance d'élire un nouveau premier ministre qui stabilisera la situation pour un temps, d'ici un an ... et nous organiserons dans ce cas seulement des élections", a-t-il ajouté. "La tenue de telles élections dans cette situation un ou deux mois après serait source de graves dangers", a poursuivi M. Melkumian lors d'une conférence de presse.

Le BHK est un membre majeur de l'alliance de 17 partis d'opposition qui ont lancé une campagne de manifestations au lendemain même de l'accord de cessez-le-feu signé par Pachinian avec le président azéri Ilham Aliev sous l'égide la Russie le 9 novembre 2020 en vue de pousser à la démission le premier ministre, désigné comme le principal artisan de la défaite de l'Artsakh. Le LHK, la deuxième formation de l'opposition parlementaire qui avait été longtemps l'alliée de Pachinian avant son accession au pouvoir en mai 2018 à la faveur de la Révolution de velours, ne fait pas partie de cette coalition. Il n'est notamment pas d'accord sur la personne du premier ministre qui serait chargé de l'intérim ; si le Front du salut national a désigné l'opposant de longue date Vasken Manoukian pour diriger le pays et organiser les élections anticipées, le LHK a nommé son leader Edmon Marukian à ce poste, en remplacement de Pachinian dont il exige avec la même détermination le départ. Pachinian a rejeté les demandes de l'opposition en bloc avant de s'engager sur la voie d'un compromis, en proposant de convoquer lui-même des élections anticipées. En vertu de la constitution arménienne, un tel vote ne peut avoir lieu que si Pachinian démissionne et que l'Assemblée nationale échoue, à deux reprises, pour élire un nouveau premier ministre. Im Kayl contrôlant toujours, après les quelques défections survenues dans ces rangs depuis novembre, au moins 82 des 132 sièges du Parlement, l'alliance majoritaire serait théoriquement en position d'empêcher sans difficulté l'élection d'un autre premier ministre.

Le vice-premier ministre Tigrane Avinian avait révélé pourtant la veille, que Im Kayl aurait proposé au BHK et à LHK de signer un "memorandum" sur des élections anticipées par lequel l'opposition parlementaire s'engagerait à ne pas présenter de candidats au poste de premier ministre au cas où Pachinian démissionnerait à des fins tactiques. E.Marukian a rejeté cette offre. Le leader du LHK a suggéré qu'elle aurait été avancée parce que Pachinian et son entourage craindraient que les députés de la majorité pro-gouvernementale fassent défection et se rallient à sa candidature pour l'élire premier ministre. "S'ils ne sont pas sûrs de [la loyauté de] leurs 82 députés et pensent que je pourrai être élu si je me présentais, c'est un autre sujet de discussion et qu'on en discute", a déclaré E. Marukian, visiblement confiant, devant les journalistes. A ce jour, cinq

députés seulement de l'alliance majoritaire ont fait défection depuis l'accord du 9 novembre. L'un d'eux a publiquement appelé à la démission de Pachinian cette semaine. S'exprimant depuis la tribune de l'hémicycle mercredi, Pachinian avait laissé entendre en termes vagues que son équipe politique "allait préparer une position appropriée" si les forces de l'opposition continuaient à rejeter ses propositions en vue de régler la crise politique grave dans laquelle se débat le pays. Il précisera un peu plus tard qu'il pourrait revenir sur son offre de législatives anticipées si l'opposition persistait dans ses exigences.

par [Garo Ulubeyan](#) le vendredi 22 janvier 2021

---

## **8. Nor Haratch Hebo**

**22/01/2021**

[https://norharatch.com/blinken-en-faveur-d-une-assistance-en-matiere-de--securite-des-etats-unis-a-l-armenie\\_679A4C7FB364A162.html](https://norharatch.com/blinken-en-faveur-d-une-assistance-en-matiere-de--securite-des-etats-unis-a-l-armenie_679A4C7FB364A162.html)

**Blinken en faveur d'une « assistance en matière de sécurité » des Etats-Unis à l'Arménie**



Le candidat du président américain Joe Biden au poste de secrétaire d'État, Antony Blinken, a déclaré que les États-Unis devraient renforcer la sécurité de l'Arménie et intensifier leur participation au processus de négociation du Haut-Karabagh afin de prévenir une nouvelle guerre dans la région.

Dans des réponses écrites aux questions posées par le sénateur américain Robert Menendez, Antony Blinken a également déclaré que l'administration Biden « révisera » l'aide à la sécurité offerte à l'Azerbaïdjan en raison de la récente guerre au Karabagh.

« Je suis en faveur d'un octroi à l'Arménie d'une assistance en matière de sécurité et d'une aide pour renforcer la gouvernance démocratique et promouvoir la croissance économique, qui contribueront toutes deux à renforcer la sécurité et la résilience de l'Arménie », a écrit jeudi Blinken.

« Si cela se confirme, je suis impatient de travailler avec le Congrès et le secrétaire à la Défense pour déterminer le niveau d'assistance approprié pour répondre aux besoins de sécurité de l'Arménie et de la région », a-t-il ajouté en réponse à une question sur la manière dont les États-Unis pourraient aider les Arméniens à se défendre contre « l'agression de l'Azerbaïdjan et de la Turquie ».

« S'il cela se confirme, je redynamiserai l'engagement des États-Unis pour trouver un règlement permanent du conflit du Haut-Karabagh qui protège la sécurité du Haut-Karabagh et aide à faire en sorte qu'une autre guerre n'éclate pas », a-t-il déclaré,

répondant à une autre question.

Biden s'est plaint du manque d'un tel engagement pendant la guerre d'automne au Karabagh qui a coïncidé avec l'élection présidentielle américaine. Dans une déclaration datée du 28 octobre, il a déclaré que le président américain Donald Trump devait « s'impliquer personnellement pour mettre fin à cette guerre » et geler l'aide américaine à l'Azerbaïdjan.

Le Congrès américain avait interdit cette aide par l'article 907 de la Freedom Support Act adoptée en 1992. Cependant, les administrations américaines ont été autorisées au début des années 2000 à lever l'interdiction et à aider les agences militaires et de sécurité azerbaïdjanaises.

L'administration Trump a considérablement augmenté l'aide à Bakou, fournissant plus de 100 millions de dollars d'équipement et d'autres formes d'assistance au service des gardes-frontières d'Azerbaïdjan en 2018-2019. Les gardes-frontières azerbaïdjanais ont également participé aux hostilités de six semaines au Karabagh, arrêtées par un cessez-le-feu négocié par la Russie le 10 novembre.

« À la lumière du récent déclenchement des hostilités au Haut-Karabagh, l'administration Biden-Harris réexaminera notre assistance en matière de sécurité à l'Azerbaïdjan », a affirmé Blinken. « Si les circonstances le justifient, l'administration Biden-Harris sera prête à suspendre les dérogations aux exigences en vertu de l'article 907 de la Freedom Support Act. »

Les deux principaux groupes de lobby arméno-américains n'ont pas tardé à saluer les commentaires écrits de Blinken soumis quelques jours après son audition de confirmation devant le Comité des Affaires étrangères du Sénat dirigé par Menendez.

---

## **9. Nor Haratch Hebo**

**22/01/2021**

# **Session du Conseil de sécurité d'Arménie présidée par Pachinian et Haroutiounian**



Le Conseil de sécurité d'Arménie a tenu une réunion aujourd'hui à Erevan, présidée par le Premier ministre d'Arménie, Nikol Pachinian, et le Président de la République d'Artsakh, Arayik Haroutiounian.

« Aujourd'hui, nous tenons une consultation du Conseil de sécurité dans un format élargi. A l'avenir, nous devrions tenir de telles réunions plus souvent afin que nos actions soient coordonnées », a déclaré le Premier ministre.

Nikol Pachinian a souligné l'importance de la participation du Président de la République d'Artsakh à la réunion dans le contexte de l'échange d'informations, de la planification tactique et stratégique des actions futures.

---

## **10. Nor Haratch Hebo**

**22/01/2021**

## **Le ministre arménien de l'économie visite l'Iran**

Une délégation conduite par le ministre arménien de l'Économie, Vahan Kerobian, s'est rendue le 22 janvier en Iran pour y discuter des perspectives de développement du commerce et de la coopération économique bilatérales.

Dans le cadre de la visite, sont prévues des réunions avec des hauts fonctionnaires iraniens, des représentants de la communauté arménienne, des hommes d'affaires arméniens et des exportateurs. Des visites de plusieurs entreprises, sociétés et organisations figurent également sur l'agenda de la délégation arménienne.

En particulier, le ministre arménien de l'Économie tiendra des réunions séparées avec les ministres iraniens du Commerce, de l'Industrie et des Mines, des Affaires économiques et des Finances, de l'Énergie, des Technologies et le président de la Banque centrale d'Iran.

---

## **11. Nor Haratch Hebo**

**22/01/2021**

## **Le Congrès devrait reconnaître l'Artsakh, déclare Adam Schiff**





Le Congrès devrait reconnaître l'indépendance de l'Artsakh, selon Adam Schiff, président du comité du Renseignement de la Chambre des représentants des États-Unis.

« Il y a des problèmes urgents concernant le territoire, les prisonniers de guerre, les crimes de guerre, la préservation des monuments historiques et culturels, et le Groupe de Minsk doit se mettre au travail et lancer un processus significatif pour résoudre ces problèmes », a déclaré l'élu démocrate de Californie dans une interview avec le rédacteur en chef d'Asbarez, Ara Khachatourian.

« Nous ne voulons pas que la Russie et la Turquie décident de ces questions. Nous voulons que le Groupe de Minsk résolve ces problèmes en consultation avec l'Arménie et l'Artsakh afin que nous ayons une paix durable et significative », a-t-il ajouté.

---

## **12. Les Nouvelles d'Arménie**

**23/01/2021**

[https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id\\_article=75127](https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=75127)

**Arayik Harutyunyan : en Artsakh nous avons accepté**

## **avec un profond regret la nouvelle de la libération de l'archevêque Pargev Martirosyan**



Arayik Harutyunyan a affirmé « en Artsakh, nous avons accepté avec un profond regret la nouvelle de la démission de l'archevêque Pargev Martirosyan du poste de primat du diocèse d'Artsakh ».

Le président de l'Artsakh, Arayik Harutyunyan, a écrit à ce sujet sur sa page Facebook : « *Ayant mené une mission patriotique en Artsakh pendant plus de trois décennies, Sa Sainteté Pargev est devenu un symbole du peuple arménien luttant pour une vie libre et pacifique, la création, la préservation et le renforcement de l'identité nationale, de la foi et de l'Artsakh, qui lutte et renaît depuis des siècles. Cette image d'un grand patriote et Arménien restera dans les pages héroïques de notre histoire moderne, au cœur de chaque Arménien* ».

Arayik Harutyunyan continue : « *Permettez-moi, en mon nom, de vous exprimer, en mon nom, les assurances de ma très haute considération, les paroles de gratitude les plus chaleureuses et les plus sincères et les meilleurs vœux. Du soleil, une bonne santé et tout le meilleur à vous. Que la lumière et la puissance de Dieu vous accompagnent toujours. Je suis sûr que l'Artsakh sera toujours dans votre âme, dans vos prières et vos actes, où que vous soyez* ».

Jeudi 21 janvier nous avons appris que l'Archevêque du diocèse de l'Artsakh, l'emblématique Pargev Martirosyan avait démissionné et nommé diacre pontifical par le Catholicos Karékine II d'Etchmiadzine.

---

### **13. Les Nouvelles d'Arménie**

**23/01/2021**

**Anna Naghdalyan : Les exercices militaires turco-azéris près des frontières de l'Arménie ne témoignent pas d'intentions pacifiques**



Les exercices militaires turco-azéris près de la frontière arménienne, sont en violation des engagements de l'OSCE ne prouvent pas que les dirigeants turco-azéris ont des intentions pacifiques envers l'Arménie. Déclaration d'Anna Naghdalyan la porte-parole du ministère arménien des Affaires étrangères. De plus elle a affirmé que cette attitude de la Turquie était en contradiction avec la récente déclaration du ministre turc des Affaires étrangères qui avait déclaré qu'en cas de paix durable au Haut-Karabagh, la Turquie et l'Azerbaïdjan sont prêts à prendre des mesures pour normaliser les relations avec l'Arménie.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères d'Arménie a également noté qu'elle ne désirait pas commenter les déclarations des dirigeants turco-azéris, qui ne sont renforcées par aucune action, de plus, elles se contredisent. « *La*

*cessation des hostilités contre l'Arménie peut créer les conditions d'un renforcement de la confiance dans la région » a souligné Anna Naghdalyan.*

---

## **14. Les Nouvelles d'Arménie**

**23/01/2021**

**Deux Arméniens du Liban prisonniers de guerre en Azerbaïdjan sont accusés de terrorisme**



Deux Arméniens du Liban qui combattaient pour leur patrie arménienne en Artsakh, capturés par l'Azerbaïdjan lors de la guerre sont accusés par Bakou de terrorisme a indiqué le journal arménien Aravot.am.

Selon Trend, le citoyen libanais Hagop Terziyan et Hagop Hajirian prisonniers de guerre en Azerbaïdjan ont été inculpé en vertu de l'article 228.3 du Code pénal azéri (acquisition illégale, transfert, possession d'armes à feu, de ses pièces, munitions, explosifs, engins explosifs par un groupe de personnes sur arrangement préalable) et des articles 214.2.1. et 214.2.3 (terrorisme perpétré par un groupe de personnes, un groupe organisé ou un groupe criminel sur arrangement préalable).

Ces deux combattants volontaires Arméniens originaires du Liban sont accusés d'avoir « franchi illégalement la frontière de l'Azerbaïdjan », de « semer la haine religieuse - l'extrémisme » et un certain nombre d'autres articles.

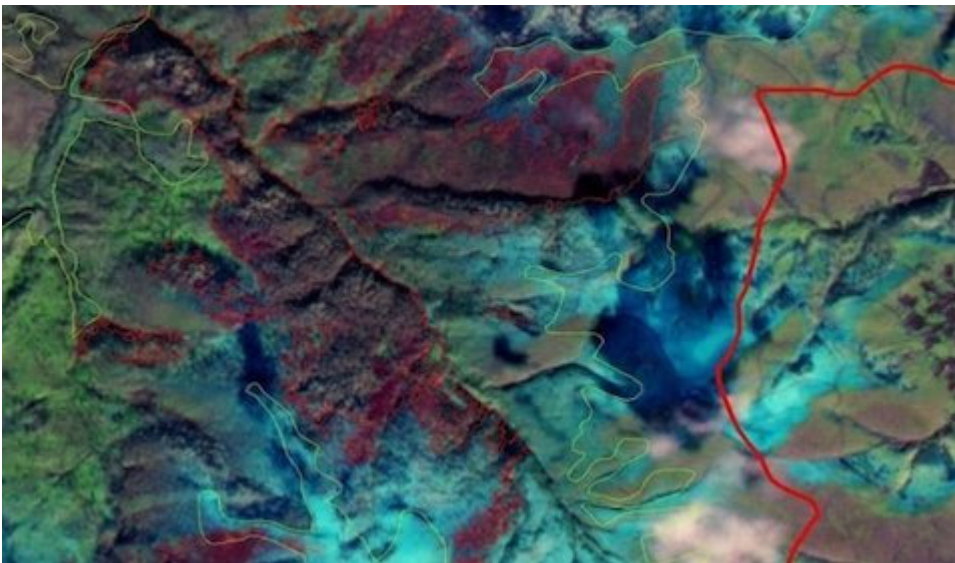
---

## **15. Les Nouvelles d'Arménie**

**22/01/2021**

[https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id\\_article=75031](https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=75031)

## **L'armée azérie aurait réalisé des dégâts intentionnels aux forêts d'Arménie des régions du Syunik et Tavouch**



L'Observatoire hydro-aéronautique du ministère arménien de l'Environnement informe que pendant la Seconde Guerre de l'Artsakh, les armes utilisées par les forces armées azéries ont endommagé intentionnellement les zones boisées des régions de Syunik et de Tavouch en Arménie.

Dans la région de Syunik, un total de 55,91 hectares a brûlé, dont 18,01 hectares dans la réserve d'État « *Shikahogh* » et 37,9 hectares dans les zones adjacentes de la réserve. Un total de 481 hectares ont été incendiés dans la région de Tavoush, dont 380 hectares sur le territoire des sections de la « *Forêt d'Artsvaberd* » et de « *Hayantar* » indique le message Facebook du ministère de l'Environnement avec des clichés pris par satellite à l'appui de ces accusations.

---

## **16. Les Nouvelles d'Arménie**

**19/01/2021**

[http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id\\_article=74936](http://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=74936)

## **Élections pour un gouvernement d'Union nationale**

*Le site d'information « Massis Post », livre un éditorial prônant des élections*



*libres en Arménie pour un gouvernement d'Union nationale.*

Le président Armen Sarkissian a publié un long article identifiant les échecs de l'Arménie au cours des dernières décennies, au niveau national et en politique étrangère, qui ont conduit à sa défaite dans la guerre avec l'Azerbaïdjan. Le président expose ses idées et ses plans pour résoudre la crise interne et externe que traverse actuellement l'Arménie. Au final, il propose la tenue d'élections anticipées, qui devraient faire suite à la modification du Code électoral et de certaines dispositions de la Constitution. « D'ici là, un gouvernement d'union nationale doit être formé avec l'aide de l'institution du président, l'une des branches légitimes, équilibrées et impartiales du gouvernement », a écrit Armen Sarkissian.

Immédiatement après la fin de la guerre, le président Sarkissian, se joignant aux appels de l'opposition à la démission du Premier ministre, a malheureusement perdu le facteur important d'être « l'une des branches impartiales ». Pour cette raison, les étapes de médiation de Sarkissian semblent quelque peu malhonnêtes aujourd'hui.

La proposition du président est similaire à la proposition du Premier ministre Pashinyan. Les deux parlent d'élections anticipées qui pourraient avoir lieu après quelques changements législatifs, et dans un délai raisonnable, probablement après avoir surmonté la pandémie.

Presque toutes les factions politiques conviennent que la résolution de la crise politique interne ne peut avoir lieu que par des élections, car le recours à tout autre moyen entraînera l'effondrement et la destruction du pays. Cependant, la question principale reste de savoir quel type de gouvernement devrait organiser les prochaines élections.

Le « Mouvement du salut national » dirigé par l'opposition exige que son candidat, Vasken Manoukian, soit élu Premier ministre par le Parlement, et ils promettent de tenir de nouvelles élections après un an. Cette demande est irréaliste et difficilement réalisable, car le Parlement actuel est dominé par le parti de Pashinyan et ne cédera pas le pouvoir à une opposition qui ne semble pas bénéficier d'un grand soutien de l'opinion publique. Au cours des deux derniers mois, le « Mouvement » n'a pas réussi à évincer Pashinyan en raison de manifestations de rue peu fréquentées, en raison d'une majorité massive de la population arménienne qui n'a pas confiance en sa capacité à honorer ses promesses ou à organiser des élections libres et régulières, compte tenu de son histoire passée.

Pour organiser les élections, le président Sarkissian parle d'un « gouvernement

d'accord national » qui doit être composé de professionnels et d'experts. Cette proposition serait logique si l'Arménie avait des structures et des traditions démocratiques bien établies. Dans les circonstances actuelles, l'opposition, disposant de ressources financières et autres, peut facilement empiéter sur le gouvernement des professionnels et revenir au pouvoir avec son arsenal de fraude électorale et de corruption.

Compte tenu de tout cela, les prochaines élections doivent se tenir le plus tôt possible, mais conformément aux lois du pays adhérant à la Constitution. Le gouvernement actuel est le seul organe légitime qui puisse garantir la libre expression de la volonté du peuple arménien.

par [Jean Eckian](#) le mardi 19 janvier 2021

---

**17. Les Nouvelles d'Arménie**

**21/01/2021**

**Message de Dogan Özgüden en Hommage à Hrant Dink**



Une cérémonie s'est tenue à Bruxelles le 19 janvier en mémoire du journaliste arménien de Turquie Hrant Dink, assassiné ce même jour en 2007 devant les bureaux de son quotidien Agos.

*Lors de cette commémoration, le journaliste et éditeur turc Doğan Özgüden, exilé en Belgique depuis 1974, a tenu à lire un message à son ami.*

Ahparig Hrant, mon frère, mon confrère,

Tu as été assassiné il y a 12 ans... A chaque anniversaire, non seulement ta famille, tes amis, tes collègues, non seulement la nation arménienne, mais tout le monde attaché aux causes de la démocratie et de la paix se réunit autour de ta mémoire, comme nous faisons ici dans la capitale européenne.

Hier, la commémoration devant ton journal Agos a pris une ampleur exceptionnelle en liant ton assassinat avec tous les crimes de l'Etat turc, depuis l'Empire ottoman jusqu'à nos jours.

Tout d'abord, un de tes proches amis, le grand mécène de la lutte démocratique Osman Kavala, t'a salué avec un message envoyé de la prison de Silivri. Comme centaines d'intellectuels de notre pay, il est toujours l'otage du régime islamo-fasciste de Recep Tayyip Erdogan.

Le lien de ton assassinat avec l'histoire honteuse de la république a été exposé par l'écrivaine Filiz Ali, fille de célèbre journaliste Sabahattin Ali, qui a été assassiné en 1948 par des agents de l'Etat turc.

Après avoir donné les noms des autres journalistes assassinés par les tueurs de l'état turc, elle disait : "Notre grande famille s'est agrandie de 1948 à 2007... Ils sont avec nous aujourd'hui. Ils demandent le sort de milliers de personnes qui ont été victimes de disparition forcée en Turquie depuis les années 1970. »

Cher Hrant, je vais encore plus loin... Depuis le génocide et la déportation des Arméniens en 1915, l'Etat turc héritier de l'Empire ottoman a assassiné en 1921 Mustafa Suphi et ses 14 camarades dans la mer noire... Il a assassiné en 1937 le leader kurde Seyyid Riza et ses 4 camarades et exécuté en 1971 trois leaders de la jeunesse progressiste, Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin İnan... En 1993 il a brûlé vifs 35 opposants de l'obscurantisme islamiste à Sivas.

On n'oublie jamais non plus l'assassinat en 1982 de notre jeune ami arménien Nubar Yalim aux Pays-Bas.

Cet obscurantisme envahit toute la vie sociale, culturelle, économique et politique du pays depuis l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan.

Douze ans après ton accès à l'éternité, nous te saluons malheureusement toujours avec des nouvelles révoltantes de nos terres natales...

Tout d'abord le procès sur ton assassinat qui n'a pas encore rendu la justice...

Depuis le coup d'état truqué il y a plus deux ans notre pays se trouve toujours sous le collimateur d'un régime répressif avec tous ses ingrédients : purges,

arrestations, assassinats, tortures, et même exils forcés...

Après l'occupation d'Afrin en Syrie, l'Armée turque se prépare à l'invasion d'une grande partie de ce pays voisin jusqu'au désert Deir-ez-Zor, terre d'exil de la déportation inhumaine des Arméniens en 1915.

Dans ces jours encore plus noir, même si nous sommes en minorité, nous poursuivrons notre combat pour défendre les libertés et les droits des citoyens arméniens, assyriens, juifs, kurdes, turcs et yézidis.

Voici une petite information littéraire de cette année clôturée... Un livre écrit sur ton assassinat par une journaliste de Charlie-Hebdo, Le Sillon de Valérie Manteau, a été décerné le prix Renaudot en France.

Oui, cher Hrant, ton nom reste toujours comme un symbole de la résistance et de l'espoir pour les défenseurs des droits humains et de la liberté de l'expression, non seulement pour nous, mais pour tout le monde...

par [Jean Eckian](#) le lundi 21 janvier 2019

---

**18. Courrier International**

**22/01/2021**

**La Géorgie pourrait pâtir gravement de la dernière guerre du Haut-Karabakh**



La une de l'hebdomadaire géorgien *Sakartvelo da Msoplio* du 20 au 26 janvier 2021

Les décisions prises lors du dernier sommet tripartite entre la Russie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan concernant le déblocage des voies de communication dans la

région risquent de remettre en question l'importance de la Géorgie comme pays de transit.

*“La Géorgie perd sa fonction dans le Caucase”*, titre à la une l'hebdomadaire géorgien **Sakartvelo da Msoplio**, carte de la région à l'appui. La cause de cette inquiétude ? Le changement de situation géopolitique et géoéconomique du pays dans la région après la deuxième guerre arméno-azérie du Karabakh (27 septembre-9 novembre 2020), remportée par l'Azerbaïdjan.

Lors du premier sommet tripartite post-guerre, le 11 janvier à Moscou, les dirigeants russes, arméniens et azerbaïdjanais sont convenus de *“débloquer les voies de communication économiques et de transports”*, rappelle le titre dans un entretien avec Goulbaat Rtskhiladzé, directeur de l'Institut géorgien de l'Eurasie. Il s'agit de fluidifier les mouvements de transport et de marchandises, qui devront partiellement passer par le territoire ennemi : Bakou sera relié à son exclave du Nakhitchevan en Arménie et Erevan à la région arménienne de Siounik, en traversant le Nakhitchevan. Par ailleurs, l'Azerbaïdjan sera relié directement à la Turquie, à la Russie et à l'Iran.

Depuis trente ans, l'Arménie, très enclavée et en situation de blocus de la part de l'alliance turco-azérie, n'a accès à la [...]

---

**19. Courrier International**

**21/01/2021**

<https://www.courrierinternational.com/article/projets-bakou-veut-->

[eblouir-le-monde-par-la-splendeur-du-karabakh](#)

## Bakou veut “éblouir le monde” par la splendeur du Karabakh

Publié le 21/01/2021 - 14:50



Le minaret d'une mosquée de Choucha (Chouchi en arménien), ville du Haut-Karabakh repassée sous le contrôle azéri en novembre 2020 et désignée capitale culturelle de l'Azerbaïdjan. **PHOTO / ILIYA PITALEV / SPUTNIK VIA AFP**



Le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, lance un grand plan de reconstruction des territoires du Karabakh, qui ont été récupérés par son pays à l'issue du récent conflit armé avec l'Arménie.

Le 4 janvier, le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, a ordonné la création d'un Fonds pour la renaissance du Karabakh, doté d'un capital initial d'un million de manats (485 000 euros) et qui sera alimenté entre autres par des dons privés. Cette organisation est chargée de *“proposer des financements pour la reconstruction des territoires libérés [à la suite de la deuxième guerre du Karabakh, perdue par l'Arménie en novembre 2020] et avec l'objectif de faire de la région une zone économiquement stable affichant un indice de bien-être élevé”*, explique le site russe sur le Caucase **Vesti Kavkaza**.

Le Fonds est également chargé de préparer une liste de propositions pour la reconstruction. Au total, le budget national de Bakou pour 2021 prévoit à cette fin 2,2 milliards de manats (1 milliard d'euros). *“Les Arméniens [qui contrôlaient tout le territoire du Karabakh entre 1994 et 2020 et en ont perdu les deux tiers à l'issue du récent conflit] n'ont pas réussi à faire de cette région la leur, [...]*

Alda Engoian

---

**20. Eurasianet**

**21/01/2021**

<https://eurasianet.org/azerbaijan-seizing-salaries-to-pay-for-post-war-reconstruction>

# Azerbaijan seizing salaries to pay for post-war reconstruction

The state has set up three “voluntary” funds for Azerbaijanis to cover post-war needs. But widespread reports suggest that people are being forced to contribute.

[Ulkar Natiqqizi](#) Jan 21, 2021



President Ilham Aliyev has framed the creation of the funds as a way to build national solidarity around major goals. ([president.az](http://president.az))

Azerbaijan has established three new public funds aimed at helping the country rebuild and recover following last year's war. But widespread reports of citizens being forced to donate, and a lack of transparency about what is being done with the money, have troubled many Azerbaijanis.

Two of the funds, aimed at helping current and former soldiers, were announced on December 8, about a month after the ceasefire ending the war with Armenia. The third, for reconstruction of the territories that Azerbaijan retook during that war, was introduced on January 4.

But the rollout of the funds has been controversial. There have been widespread reports on social media about Azerbaijanis who work for state companies being forced to contribute. Many have been [posting on Facebook](#) that, without their permission, 1 percent or half a percent of their pay has been garnished and transferred into one of the funds, "Yashat," which is aimed at helping wounded soldiers and the families of soldiers killed in the war.

Employees of the state water company, Azersu, have been compelled to donate 1 percent of their salaries to Yashat, the independent newspaper Azadliq [reported](#). The employees said that while they have been told that the donations aren't strictly mandatory, those who don't comply are threatened. The independent news agency Turan [reported](#) that it had spoken to two Azerbaijanis who were fired after complaining that 50 percent of their salaries had been deducted for Yashat.

"If those funds were completely voluntary, people would trust them," Toghrul Valiyev, an economist, told Eurasianet. "But what does 'voluntary' mean in Azerbaijan? In Azerbaijan, voluntary often means compulsory. Unfortunately, this is the only way that government agencies work."

In a month and a half of operation, Yashat has [collected](#) more than 26 million manats (\$15 million) and spent 1.2 million manats, [most of that](#) on “improving living conditions” for veterans and families of soldiers killed in the war.

The reports of forced donations come at a time when the government is being heavily criticized for its plans to construct a new 37-story headquarters for the central bank at a [cost of \\$264 million](#). “The state is spending 218 million euros on a new national bank and at the same time forcing the public to donate to Yashat out of their salary. Does the National Bank really need this building at this time of crisis?! It’s too much,” [tweeted](#) one Azerbaijani, Haldun Novruzzade.

There have been similar reports about another of the new funds, the Azerbaijan Army Relief Fund, which is designed to support the military. (This fund, for reasons that have not been explained, was formed immediately following the dissolution of a similar fund, the Fund for Assistance to the Armed Forces, which had been created in 2002. It now holds about \$136 million in various currencies, with most of that rolled over from the previous fund.)

One employee of SOCAR, the state oil and gas company, told Azerbaijani news site Toplum TV that the company has docked 20 manats (about \$12) from their monthly salary for the Army Relief Fund.

Fund officials have insisted that donations are strictly voluntary. “No one can force employees to donate,” one official from Yashat [told](#) the independent news site Mikroskop Media. “Everything in Yashat happens voluntarily.”

But other officials have acknowledged that employees are being pressured. Following [reports](#) that employees of Azerkimya, a SOCAR subsidiary, were donating 10 percent of their salaries to Yashat, the head of the union of oil and gas workers portrayed the donations as a patriotic duty, saying that the union had decided on the contributions.

“If someone doesn’t want to donate, then they are saying ‘I am not Azerbaijani,’” said Jahangir Aliyev, the chairman of the Trade Union of Oil and Gas Industry of Azerbaijan, in an [interview](#) with Mikroskop. “If any employee protests, let them talk to me,” he said. “One person fought and was wounded, and the other stayed at work and survived. What is the problem with donating 10 percent of your salary?” he asked.

Adding to the controversy is the fact that the operations of the funds are non-transparent. While Yashat has published [what it has spent so far](#), it has not made public the specific sources of its funds. The Army Relief Fund, meanwhile, has published only the total amount of money it has collected and - as with other military spending - its expenditures are secret. The reconstruction fund, knowns

as the Karabakh Revival Fund, is newer and has yet to publish any information on either its sources of funding or its expenditures.

“Who can guarantee that officials who embezzle state funds will not also embezzle the money from this fund?” asked Akram Hasanov, a [lawyer and financial analyst](#), in an [interview](#) with the Turan news agency. “After all, we’re talking about the most corrupt spheres - construction, road construction, and so on - in every country, even the most developed ones.”

State officials have downplayed those worries. “This [Yashat] will be a transparent platform,” [said](#) Ulvi Mehdiyev, the chairman of the State Agency for Public Service and Social Innovations, shortly after its launch. “Those who want to provide assistance to the families of martyrs will be able to see everything clearly.”

It is unclear why Azerbaijan is taking this approach to funding its post-war priorities, rather than using more traditional forms of income-raising like taxes.

“If the state, rather than fulfilling its constitutional duties properly using the approved state budget, instead creates funds and collects mandatory donations for various causes, then it’s not doing its job,” wrote Nazim Baydamirli, a former member of parliament, in a December 20 [Facebook post](#).

But the new funds follow a pattern: In the early days of the COVID-19 pandemic, the country [set up](#) a similar fund. That has since collected [114 million manats](#) and spent some of it on [vaccines](#). But the expenditures have not been published.

“There has been no accounting, no explanation” of the COVID fund, [noted](#) journalist Ilkin Muradov in a Facebook post following the creation of the new post-war funds. “It will just be forgotten.”

President Ilham Aliyev has framed the creation of the funds as a way to build national solidarity around major goals. “This is a great resource and a manifestation of solidarity,” he [said](#) regarding the COVID-19 fund in June.

Others, though, see it as a means for the state to monopolize all activity in the country. Togrul Valiyev, another economist, noted that in the early days of the war some Azerbaijanis set up a private [“Volunteer Fund”](#) to provide aid to soldiers’ families, and then the state swooped in. The state-run funds are intended “to show that we are here, we are the biggest fund here,” he told Eurasianet.

**Ulkar Natiqqizi** is a reporter based in Baku.

---

## **21. The Jamestown Foundation**

**21/01/2021**

<https://jamestown.org/program/russian-peacekeeping-in-karabakh-old-model-new--features-mission-creep-part-one/>

**Russian 'Peaceke**

